



GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDERNEAU DAOULAS

**Rapport du Président au conseil de Communauté
présentant les motifs de son choix et l'économie générale
du contrat de délégation de service public relatif à la
gestion du service public de l'assainissement**

Établi en vertu de l'article L 1411-5 *in fine* du CGCT

NB : Le présent rapport comporte des données couvertes par le secret professionnel et commerciale. Ces données ne doivent pas être divulguées. La confidentialité de l'offre doit être respectée.

I- RAPPEL DU CONTEXTE ET DE L'OBJET DU CONTRAT

La Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas exerce en régie la compétence assainissement non collectif depuis le 24 novembre 2004 et la compétence assainissement collectif depuis le 1^{er} janvier 2013.

Un contrat de délégation de service public en affermage, relatif à la gestion du service de l'assainissement, est en cours jusqu'au 31 décembre 2018 pour la commune de La Forest-Landerneau.

Par délibération n°DCC2018_002, le conseil de Communauté du 29 juin 2018 a approuvé le principe de la gestion du service public de l'assainissement sous la forme d'une délégation de service public confiée à la SPL Eau du Ponant dans le cadre d'un contrat de quasi-régie.

II – RAPPEL DE LA PROCEDURE SUIVIE

La Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas exerçant sur la SPL Eau du Ponant un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, la passation de ce contrat de concession n'est régie par aucune procédure de publicité et de mise en concurrence conformément à l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.

La procédure de passation du contrat de concession a été menée dans le respect des dispositions des articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), de la manière suivante :

- Dématérialisation du DCE sur la plateforme Mégalis Bretagne	11 octobre 2018
- Remise de la candidature et de l'offre	19 octobre 2018 à 12h00
- Réunion de la commission DSP pour l'ouverture des plis	19 octobre 2018 à 18h00
- Réunion de la commission DSP pour présentation de l'analyse de l'offre	25 octobre 2018 à 18h45
- Réunions de négociation avec la SPL EAU DU PONANT	8 et 19 novembre 2018
- Réunion de mise au point du contrat	23 novembre 2018

III – MOTIFS DE CHOIX

- 1/ L'appréciation de l'offre du candidat est effectuée sur la base du mémoire technique détaillant les engagements, actions et moyens proposés par le candidat pour gérer le service public de l'assainissement collectif et de l'assainissement autonome et satisfaire les 8 objectifs mentionnés à l'article 4 du projet de contrat, à savoir :
- Garantir une collecte et un traitement des eaux usées efficaces
 - Placer l'utilisateur au cœur du service
 - Assurer une gestion rigoureuse et transparente du service
 - Garantir l'accès au service
 - Assurer la performance du réseau et des installations

- Maintenir un juste niveau d'entretien et de valorisation
- Mettre en œuvre un système de management certifié et écologiquement responsable
- Favoriser les partenariats actifs entre les services publics
- Garantir une communication adaptée au maintien en état des installations non collectives

Le candidat a également ajouté deux autres objectifs :

- Offrir un modèle d'entreprise de proximité : la localisation du candidat et sa construction historique en font une entreprise de référence en matière de proximité
- Favoriser l'émergence d'une expertise publique de référence dans le domaine de l'assainissement : le candidat proposera des sujets de Recherche et Développement à mener sur le territoire

Il est à noter que ces objectifs sont assortis d'indicateurs définis au contrat. Ils se verront affecter une valeur d'objectif à partir de 2020, permettant au candidat de consolider les données du service public d'assainissement. Un avenant est prévu fin 2019 pour notamment définir ces valeurs.

2/ L'analyse détaillée de l'offre du candidat pour satisfaire les 8 objectifs mentionnés à l'article 4 du projet de contrat (rappel de l'objectif, rappel des engagements/actions/moyens proposés par le candidat, et conclusion) peut être synthétisée comme suit :

- Garantir une collecte et un traitement des eaux usées efficaces :
 - Le Concessionnaire exploite dans les règles de l'art les ouvrages confiés en privilégiant l'évacuation des boues en épandage
 - L'eau traitée en sortie de station d'épuration est conforme à la réglementation en vigueur.
 - Le Concessionnaire gère les situations de crise qui pourraient survenir
- Placer l'utilisateur au cœur du service :
 - Information au moins annuelle de la qualité de l'eau
 - Proposition de rendez-vous sous 8 (ou 15 jours pour les contrôles des installations privées)
 - Assistance téléphonique 7j/7 et 24h/24 avec intervention sous 2 heures
 - Accueil téléphonique du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30 pour les démarches courantes
 - Réponse écrite aux demandes écrites sous 15 jours
 - Accueil usagers à la Station d'épuration de la Zone Industrielle du Bois Noir – 29800 LANDERNEAU, du mardi au vendredi de 9h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30
 - Envoi du devis de création de branchement sous 2 jours ouvrés après la réception de la demande, si opération forfaitisée, sous 10 jours après visite sur site sinon
 - Réalisation des travaux de création des branchements neufs sous 15 jours à réception de l'ensemble des documents
 - Campagnes de communication régulières
 - Promotion de la mensualisation pour le paiement des factures, tout en permettant des modes de paiement variés
- Assurer une gestion rigoureuse et transparente du service
 - Un prix de l'assainissement et des contrôles d'installations

d'assainissement autonomes définis au
convergence tarifaire définie par la Collectivité pour l'assainissement
collectif

- Une actualisation des tarifs rendus aux usagers déterminée au contrat
 - Un suivi des dépenses et des recettes propres au contrat, isolées comptablement chez le candidat
 - Une politique de recouvrement précise et détaillée
- Garantir l'accès au service
 - Un correspondant « solidarité assainissement » est mis à disposition des usagers
 - Assurer la performance du réseau et des installations
 - Un service disponible et maîtrisé : une procédure de communication entre le candidat, la Communauté de Communes et les Communes concernées par des événements sur le service public d'assainissement collectif est proposée par le candidat.
 - Une exploitation du service automatisée et optimisée : le recours à la télésurveillance permet de piloter le service public de l'assainissement collectif au 1^{er} janvier 2019, dans la continuité du service communautaire de l'assainissement collectif, dans le respect des obligations réglementaires
 - Maintenir un juste niveau d'entretien et de valorisation du patrimoine
 - Le candidat mène des investigations de terrain et une exploitation qui permettent de sécuriser la collecte des eaux usées et optimiser le fonctionnement des équipements
 - Le candidat met en œuvre une recherche préventive des eaux parasites ajustée, complétée au besoin par des investigations caméras, des contrôles de branchements et des enquêtes de terrain, propose un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations
 - Le programme de travaux confiés est annexé au contrat, il sera complété par un schéma directeur et un PPI actualisé courant 2019.
 - Mettre en œuvre un système de management certifié et écologiquement responsable
 - Certification ISO 9001 v2015 en cours de demande
 - Limitation des impacts sur l'Environnement (optimisation des consommations énergétiques, réductions des fuites, dématérialisation des documents, gestion des sous-produits, ...)
 - Interventions des agents en sécurité et report des informations
 - Favoriser les partenariats actifs entre les services publics : la mutualisation mise en place par le candidat entre services publics est maintenue et appuyée par l'accueil physique des usagers à la station d'épuration du Bois Noir à Landerneau

La démarche du candidat vise à une gestion raisonnée des renouvellements par la mise en place d'une gestion de la maintenance assistée par ordinateur, et l'analyse du fonctionnement réel des équipements pour éviter un renouvellement systématique qui serait plus onéreux, hors les équipements à durée de vie réglementaire.

Le programme des travaux confiés au candidat est annexé au contrat ; il reprend les projets engagés par la Collectivité ; le programme de l'année à venir sera validé par la Collectivité chaque année.

Enfin, il n'y a pas de sanctions financières en cas de manquement contractuelles (pénalités) mais une gouvernance renforcée est mise en place avec une réunion annuelle de calage et suivi du contrat et de ses engagements, hors la participation de la Collectivité aux instances de la SPL Eau du Ponant.

Conclusion : Compte tenu de la solidité de l'offre de la société Eau du Ponant, de la qualité et de la pertinence des propositions formulées pour la gestion du service de l'assainissement, du fait que l'offre de la SPL Eau du Ponant apparaît raisonnable sur le plan financier, le Président propose de retenir l'offre de la SPL Eau du Ponant.

IV – PRESENTATION DE L'ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 1411-5 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, vous trouverez ci-après une présentation de l'économie générale du contrat étant précisé que le projet de contrat peut être consulté par tout conseiller sur simple demande écrite formulée auprès de Madame Sandra CRENN (sandra.crenn@ccpld.bzh).

a) Durée

Le contrat a une durée de 9 ans, justifiée par les investissements confiés au candidat, avec un démarrage au 1^{er} janvier 2019.

b) Objet/Missions principales

Les missions confiées au Concessionnaire sont les suivantes :

- Le contrôle des installations d'assainissement non-collectif, et notamment :
 - o Le contrôle de conception des installations neuves
 - o Le contrôle de réalisation / d'exécution des installations neuves
 - o Le contrôle initial des installations existantes
 - o Le contrôle (périodique) de suivi des installations existantes dit contrôle de bon fonctionnement
 - o Le contrôle systématique des installations en cas de vente/cession
- La collecte et le traitement des eaux usées :
 - Maintenir les points de rejet régularisés (pour éviter la suppression de stations d'épuration)
 - Entretenir les canalisations, les appareils hydrauliques, les équipements de mesure et d'instrumentation, les postes de refoulement / relèvement
 - Gérer la collecte des eaux usées jusqu'à la station d'épuration
 - Prioriser le traitement des boues d'épuration par valorisation en agriculture
 - Assurer les opérations de régulation
 - Gérer les branchements (entretien, renouvellement en lien avec les réseaux)
 - Mettre en œuvre des nouveaux réseaux sur la base du programme de travaux annexé au présent contrat
 - Contrôler la qualité des eaux traitées et en tout point du réseau de collecte
 - Gérer les dispositifs de comptage
 - Financer les investissements prévus au contrat
- La gestion de la relation à l'utilisateur :
 - Facturer les services rendus (en application du règlement de service)
 - Gérer les factures impayées et assurer la Correspondance Solidarité Précarité
 - Percevoir les produits et redevances

- Gérer et traiter les plaintes et réclamations
- Assurer la communication à destination des usagers
- Gérer les impayés

c) Biens mis à disposition

L'ensemble des biens nécessaires à l'exécution du service public d'assainissement collectif dont l'inventaire détaillé et précis sera construit la 1^{ère} année du contrat, sera mis à disposition du concessionnaire.

d) Clauses financières

Pour l'assainissement collectif, la convergence tarifaire définie par la Collectivité est reprise comme donnée d'entrée de la construction de l'offre financière du candidat.

Ses tarifs sont définis à compter du 1^{er} janvier 2019, ils seront ensuite actualisés par l'application d'une formule inscrite au contrat.

Pour l'assainissement non-collectif, les tarifs pratiqués sont également définis au contrat et seront fixes sur la durée du contrat (non indexés).

Le Concessionnaire facturera la part communautaire et la reversera au délégant. Pour les prestations complémentaires, un bordereau de prix des prestations aux abonnés est indexé au contrat.

La Collectivité pourra verser des subventions d'investissement le cas échéant.

e) Contrôles

La Collectivité, en sa qualité d'actionnaire en DSP, participera (avec au moins 1 membre délibératif) à chaque commission instituée par les statuts et le règlement intérieur d'Eau du Ponant, notamment au sein de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) mise en place pour application de la réglementation sur les marchés publics à la quelle est soumise la SPL Eau du Ponant en sa qualité de pouvoir adjudicateur.

La Collectivité, en sa qualité d'actionnaire en DSP, pourra saisir le Conseil d'Administration de la SPL en cas de manquement grave, avéré et signifié de celle-ci à ses obligations contractuelles, et après que les autres voies de résolution possibles auront été utilisées.

f) Remise des biens de retour en fin de contrat

Les biens de retour sont remis en fin de contrat, avec une possibilité de contrôle de l'état des ouvrages 6 mois avant la fin du contrat.

Les biens financés par le Concessionnaire, non amortis en fin de contrat, et faisant partie intégrante de la concession, seront remis à la Collectivité moyennant, une indemnité calculée selon la valeur nette comptable.

II- CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, je vous demande donc :

- D'approuver le choix opéré en faveur de la SPL Eau du Ponant et les motifs associés à ce choix tels que ci-avant évoqués ;
- D'approuver l'économie générale du contrat ci-avant décrite y compris les clauses et conditions tarifaires et financières ;
- D'autoriser le Président à signer le contrat de concession sous forme de délégation de service public avec la SPL Eau du Ponant pour la gestion du service public de l'assainissement.

Sont joints au présent envoi :

- le procès-verbal de la commission de délégation de service public portant ouverture des plis « candidature » et « offre » et le rapport d'analyse de la candidature annexé,
- le rapport d'analyse technique, juridique et financière de l'offre,
- le procès-verbal de la commission de délégation de service public portant rapport d'analyse des offres et avis de la commission de délégation de service public au sens de l'article L1411-5 du CGCT.

A Landerneau, le 26 novembre 2018

**Le Président,
Patrick LECLERC**